

Val-de-Grâce : un aller-retour sur le mode des démentis

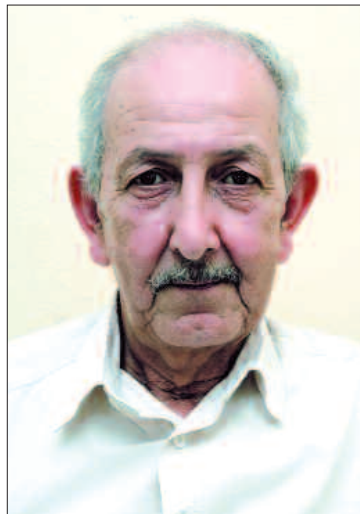
Circulez, il n'y a plus rien à commenter ! C'est sans doute comme cela qu'il faut interpréter la promptitude de cette annonce. Car dès le début de l'après-midi de jeudi, son retour du Val-de-Grâce était confirmé par les canaux du palais sur le mode du démenti aux précédentes supputations qui avaient circulé depuis lundi et qu'ils ne parvinrent pas à cacher. C'est que la communication officielle est ainsi faite qui ne s'invente de justifications à ses maladresses et son obsession du secret qu'en usant de l'insinuation à destination de ceux qui auraient éventé ses obscures pratiques. En laissant entendre qu'il n'y avait eu que l'excessive malveillance autour de cet épisode médical du Président, elle se rattrape, en quelque sorte, de sa détestable option à taire une nouvelle hospitalisation tout en visant à désamorcer l'intérêt médiatique que pourrait susciter politiquement l'énigme-Bouteflika au moment où seule sa fonction l'interpelle pour s'atteler à ses responsabilités. D'ailleurs le communiqué lu à la télévision est

significatif à cet égard qui en mettant en exergue son «retour plus tôt que prévu», fait accroire qu'il serait sans inquiétude dès lors que l'autorité médicale avait délivré une prescription dans ce sens. Etonnement, l'on vient donc de clore le long chapitre de la maladie et la convalescence du Président et on laisse entendre qu'il faut passer à «autre chose». Sauf que les Algériens demandent d'abord à voir avant de croire sur parole. C'est-à-dire scruter la physionomie épanouie de leur Président et renouer avec la faconde qui, naguère, fleurissait ses discours, avant de conclure à cette évidence. Celle que les Sellal et consorts de même que le marginal syndicaliste qu'est Sidi Saïd viennent par opportunisme de vendre à la cantonade le jour de son retour. Et c'est d'abord de cela qu'il s'agit et rien d'autre que cet aspect de la défiance générale qui est préoccupant avant que ne s'ouvre le bal d'une campagne présidentielle peu enthousiasmante. Car c'est dans cette République du mensonge, là où les garde-fous ont déjà volé en éclats et les scrupules éthiques sont dorénavant traités avec mépris par ceux qui sont en

responsabilité, qu'il ne reste, comme perspective à l'Algérie, que la «somalisation» de son Etat. Ce degré zéro de la cohérence institutionnelle et de la cohésion nationale. L'impression n'est-elle pas d'ailleurs perceptible à travers les agissements des structures du pouvoir ? Voilà par conséquent où se situe dans l'imédiat le pays.

Tiraillé entre la nécessité impérieuse de solder une époque et ses références et la résistance violente de l'oligarchie en place, pourra-t-il indéfiniment surmonter les périls malgré l'immobilisme et les archaïsmes qui lui sont imposés ? Ceux qui exercent quelques parcelles du magistère de l'Etat et s'efforcent d'être convainçants lorsqu'ils dissertent sur l'atout de la stabilité qu'incarnerait à lui seul l'homme providentiel ne doivent-ils pas auparavant s'expliquer sur toutes les séquences de trois mandats puis sur l'aptitude réelle du Zaïm à pouvoir encore rayonner par son zaïmisme ? Sans la sincérité d'un tel bilan et la vérité sur sa santé, le reste ne serait, par conséquent, qu'imposture. C'est-à-dire un antipatriotisme rampant seulement irrigué par l'esprit du clan et

des intérêts. Il est vrai que ces vocables charrient toujours une odeur de soufre et les relents de la trahison. Connotés par l'attachement volontaire aux privilèges de la puissance jusqu'à gommer les repères vertueux ils sont, effectivement, consubstantiels à la vocation du politique. Seulement chez ceux qui administrent l'Etat actuellement l'on constate que pas une retenue n'est venue atténuer leur déploiement dans la contre-vérité. En somme le parler vrai en politique ne serait, selon eux et en cette circonstance, que naïveté ou, pis, frilosité coupable. Alors ils rivalisent de zèle dans la roublardise, la falsification et l'allégeance bruyante. Toutes les semaines, en effet, le Premier ministre nous offre un florilège de son talent de bateleur de foire. Marathonien de la parole, il a porté celle-ci à travers 41 wilayas en l'espace de 8 mois où, à chaque halte, il avait affirmé, contre l'évidence du moment, que tout «baignait dans l'huile» grâce à la vision vigilante du Président. Ridicules exercices qui, loin de le bonifier, ont fini par l'assimiler à un saltimbanque politique en représentation alors que les institutions



Par Boubakeur Hamidechi
boubakeur.hamidechi@yahoo.fr

dans leur totalité connaissent les pires épreuves du doute même dans leur légendaire docilité. Celui qui ne sera pas levé de sitôt car, quand bien même le formalisme de la convocation du corps sera signé par Bouteflika himself, il restera toujours un fond d'inquiétude lancinante le concernant. C'est dire que les exorcistes, qui avaient durant 9 mois entouré d'un cordon sanitaire (sans jeu de mots) le Président pour lui épargner le voyeurisme de l'opinion, seront toujours à la peine pour lui façonner un quatrième destin.

B. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com



Effacer cette tache !

El Oued. Deux terroristes tués par leurs ceintures explosives. Comme quoi, il ne faut pas désespérer. Les ...

...ceintures explosives intelligentes, ça existe !

Y a un dossier prioritaire sur lequel devra se pencher le successeur de Abdekka au Palais, car successeur, dès le 18 avril prochain, il y aura forcément. Oh ! Bien sûr, le bureau du nouveau chef de l'Etat algérien sera plein à craquer, submergé par les dossiers, vu que le pays n'a pas été géré depuis trois mandats, depuis 1999. Mais de tout ce fatras de dossiers, et même si je ne suis rien dans le concert des voix qui exhorteront le nouveau Raïs à entrer tout de suite dans le vif du sujet, même si je ne suis qu'un saltimbanque vadrouillant d'une chronique à l'autre avec ce qu'il lui reste de ciboulot, même si je sais au fond de mon crâne de piaf qu'un président, c'est un machin trop sérieux pour qu'il tende l'oreille à un «clown de papiers», et surtout même si le peu de substance raisonnable dans lequel baigne encore mon cerveau me souffle encore fort entre les deux oreilles qu'un président, ça écoute d'abord sa conscience et ses conseillers, j'émets malgré tout un souhait. Celui de voir le nouveau patron de la Grande Maison Blanche d'El Mouradia ouvrir en urgence ce dossier-là. Comment dire ? Non pas que je prétende que les dossiers économiques en souffrance ne sont pas prioritaires. Non pas non plus que j'affirme péremptoirement que la relance ne soit pas un thème ultra-urgent. Non pas que je considère légèrement que la santé mourante ne doive pas être réanimée en tête de la foulitude de secteurs à réanimer dans ce pays. Non ! C'est juste que «ce» dossier précisément est

une blessure. Et je sais cette blessure, cette plaie ouverte dans les cœurs et sur les corps de millions de mes compatriotes. Eh ! Oh ! Surtout pas de grandiloquence, car je ne prétends pas non plus être le porte-parole de ces millions de personnes, Hacha ! Non ! Mais jugez de l'urgence lorsque je vais vous dire de quel dossier il s'agit. D'ailleurs, j'arrête de vous faire mariner, et vous le dis tout de suite : le dossier des 15 décrets présidentiels signés par Abdekka dans l'enceinte même de l'institution des Invalides, un hôpital militaire français construit sur le sol français. Mais non ! Je n'appelle pas à refaire la guerre à la France. La France n'a d'ailleurs rien à voir dans cette affaire. Même si au passage, elle a tout vu, tout scanné ! Ça reste une affaire algéro-algérienne. Un Président algérien a pris la responsabilité de signer une quinzaine de décrets de souveraineté nationale à partir d'une capitale étrangère, et laquelle ! Paris, capitale de Fafa. Alors, oui ! Monsieur le nouveau Président, monsieur le forcément successeur, je ne sais pas ce que prévoit la loi. Des amis juristes pourront me le confirmer. Mais il me semble urgent que votre premier acte soit chargé de cette symbolique. Celle d'annuler ces décrets, quitte bien sûr à aussitôt les resigner à l'identique, mais du Palais d'El Mouradia, sur terre algérienne. Oui, je sais que ça peut vous paraître idiot, voire infantin. La crise secoue la planète, et moi je me préoccupe de zonage des signatures de souveraineté. Mais que voulez-vous ! Moi, ces documents de la RADP paraphés dans une annexe de santé militaire française, ça me rend... malade ! Tellement que j'en fume du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.